

Unité départementale de Loire-Atlantique
5 rue Françoise Giroud
CS 16326
Cedex 2
44036 NANTES

Nantes, le 22/06/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/06/2023

Contexte et constats
Publié sur **GÉORISQUES**

LE BIANNIC

2 Rue Robert Schuman
44800 Saint-Herblain

Références : N3-2023-670 - RAPPORT

Code AIOT : 0006302770

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/06/2023 dans l'établissement LE BIANNIC implanté 2 Rue Robert Schuman 44800 Saint-Herblain. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Récolement de mise en demeure

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LE BIANNIC
- 2 Rue Robert Schuman 44800 Saint-Herblain
- Code AIOT : 0006302770
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Activité de tri, transit de déchets de métaux, DEEE et batteries

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Récolement de mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Contrôle des installations électriques	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10	Mise en demeure	Sans objet
4	Gestion des déchets réceptionnés	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13	Mise en demeure	Sans objet
6	Gestion des véhicules hors d'usage	Code de l'environnement du 24/11/2022, article R.543-155	Mise en demeure	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Accessibilité du site	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 7	Mise en demeure	Sans objet
2	Vérification des moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 06/06/2018, article 9	Mise en demeure	Sans objet
5	gestion des DEEE	Code de l'environnement du 01/01/2021, article Art. R543-200-1	Mise en demeure	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a corrigé la plupart des non-conformités ayant donné lieu à la mise en demeure. Initialement, l'établissement était particulièrement encombré. Aujourd'hui, il ne reste plus que 2 VHU encore présents avec des difficultés pour les faire évacuer car ils ne disposent plus de certificat d'immatriculation. Ainsi, dès leur destruction, la mise en demeure pourra être levée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Accessibilité du site

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 7
Thème(s) : Risques accidentels, Accessibilité du site
Point de contrôle déjà contrôlé : Mise en demeure
Prescription contrôlée : Accessibilité du site - Encombrement du site
Constats : L'ensemble des zones du site a été rendu accessible. L'exploitant a bien désencombré son site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Vérification des moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/06/2018, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification des moyens de lutte contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Mise en demeure
Prescription contrôlée : Vérification des moyens de lutte contre l'incendie
Constats : L'exploitant a fait réaliser la vérification de ses 4 extincteurs le 13/04/2023 par la société PROTECH INCENDIE.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Contrôle des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10

Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle des installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : Mise en demeure
Prescription contrôlée : Contrôle des installations électriques
Constats : L'exploitant a fait contrôler ses installations électriques le 05/09/2022 par la société SOCOTEC : 3 observations ont été relevées.
L'exploitant devra faire réaliser les actions correctives.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Gestion des déchets réceptionnés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13
Thème(s) : Autre, Gestion des déchets réceptionnés
Point de contrôle déjà contrôlé : Mise en demeure
Prescription contrôlée : Tenue des registres d'entrée et de sortie des déchets Réalisation d'une information préalable
<p>Constats : L'exploitant tient un registre des entrées et des sorties sans reporter l'ensemble des informations réglementaires.</p> <p>L'exploitant ne réalise aucune information préalable pour les apports de déchets.</p> <p>Avant d'admettre un déchet dans son installation et en vue de vérifier son admissibilité, l'exploitant doit demander au producteur du déchet une information préalable qui contient les éléments qui permettent de caractériser globalement le déchet en rassemblant toutes les informations destinées à montrer qu'il remplit les critères d'acceptation dans une installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation. Si nécessaire, l'exploitant sollicite des informations complémentaires.</p> <p>Cependant, l'exploitant explique que les déchets présents sur son site seraient exclusivement apportés par les producteurs de déchets. Par conséquent, l'activité du site s'apparenterait plus à une activité de déchetterie qu'à une activité de tri-transit-regroupement.</p>
<p>Avis de l'inspection :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de se positionner quant à son classement ICPE :</p> <p>Soit, l'ensemble des déchets est apporté par les producteurs de déchets et un reclassement sous la rubrique 2710 est à réaliser. Ce reclassement impliquerait l'interdiction d'entreposer sur site des déchets non apportés par le producteur de déchets, notamment les chargements de déchets réalisés chez des clients et ramenés sur site.</p> <p>Soit, l'exploitant considère son activité comme du tri-transit-regroupement et maintient donc son classement sous les rubriques ICPE 2713(E) et 2718(A). Dans ce cas, il s'agira de mettre en place une procédure d'acceptation préalable des déchets sur site et de compléter les registres d'entrée et de sortie des déchets avec l'ensemble des informations réglementaires conformément aux articles 1 et 2 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : gestion des DEEE

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2021, article Art. R543-200-1
Thème(s) : Autre, gestion des DEEE
Point de contrôle déjà contrôlé : Mise en demeure
Prescription contrôlée : Gestion des DEEE

<p>Constats : Des DEEE sont entreposés sur site. Pour la gestion de ces déchets, l'exploitant a établi un contrat, valable du 15/06/2021 au 15/06/2024, avec un éco-organisme, la société CORNEC.</p> <p>À noter que les quantités présentes sur site n'atteignent pas les seuils de la déclaration au titre de la rubrique ICPE n°2711 (100 m³ minimum).</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Gestion des véhicules hors d'usage

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/11/2022, article R.543-155
Thème(s) : Autre, Gestion des véhicules hors d'usage
Point de contrôle déjà contrôlé : Mise en demeure
<p>Prescription contrôlée : Évacuation des VHU vers un centre VHU agréé</p>
<p>Constats : Jusqu'en 2009, l'ancien exploitant réalisait une activité de dépollution de VHU. Au cours de la visite d'inspection, 2 VHU sont identifiés sur le site d'exploitation. L'exploitant ne possède pas les documents administratifs des véhicules mais a pu fournir les immatriculations : 8026 VA 49 et 7776 YG 44.</p> <p>L'inspection des installations classées va se rapprocher des services de gendarmerie afin d'identifier les derniers propriétaires et pouvoir donner l'accord pour procéder ensuite à la destruction administrative.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet